

# La machine médiatique contre la Grèce

par Nikos Smyrnaioi\*

**D**EPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE GRECQUE, comme à chaque événement international d'envergure, les médias jouent un rôle central dans la formation des opinions en Europe. Mais quel est précisément ce rôle ? Dans ce texte je défends la thèse selon laquelle les médias dominants (c'est-à-dire ceux qui occupent une position centrale dans le système médiatique européen)<sup>1/</sup> n'ont que très peu contribué à la compréhension réelle et à la mise en perspective politique de la crise grecque de la part des citoyens européens. Au contraire, ils ont eu tendance à véhiculer des stéréotypes négatifs sur les Grecs, jugés seuls responsables de leur sort. Ce faisant ils se sont alignés *de facto* sur la position soutenue aussi par les éléments les plus compromis et les plus réactionnaires de la société grecque, celle d'une responsabilité collective du peuple<sup>2/</sup>. Les médias européens de référence ont également participé activement à la diabolisation de Syriza et du mouvement social en Grèce, puis ils ont constitué une pièce importante dans le jeu politique de la négociation entre le nouveau gouvernement grec et ses créanciers. Ils ont servi ainsi à attribuer la responsabilité de la crise mais aussi à fournir un récit hégémonique de la séquence 2010-2015 (« qu'est-ce qui s'est passé » ?) et un cadre idéologique et moral de justification (« pourquoi ça s'est passé comme ça, est-ce bien ou mal ? »).

## 2010-2012 : la fabrication du bouc émissaire

Le traitement du problème grec par les médias internationaux s'étend sur trois périodes bien distinctes. La première, entre 2010 et 2012, couvre le début de la crise. Comme le montrent les travaux de recherche à ce sujet,

\* Nikos Smyrnaioi est maître de conférences.

<sup>1/</sup> Bien entendu les journalistes des médias en question ne sont pas complètement unanimes et leurs approches du sujet ne sont pas identiques. Je me réfère ici à la position de ces organes médiatiques telle qu'elle s'exprime à travers les éditoriaux mais aussi certains articles et reportages phares

sur le sujet de la crise grecque, notamment ceux des journalistes économiques, politiques et des correspondants à Bruxelles.

<sup>2/</sup> Cette position a été résumée de manière emblématique par Theodoros Pangalos, ministre du Pasok pendant plusieurs années, qui s'adressant à des manifestants a dit « *On a tout bouffé ensemble !* ».

## LA GRÈCE

cette période est caractérisée majoritairement par un traitement très violent, notamment de la part de la presse allemande. C'est une période où le *blame game*, c'est-à-dire le jeu d'attribution des responsabilités, est le plus fort et se combine au *Greek bashing* (dénigrement, déchaînement contre les Grecs) : il faut convaincre que les seuls responsables de la situation sont les citoyens eux-mêmes et leurs mauvaises habitudes<sup>3/</sup>.

En Allemagne, le tabloïd *Bild* joue un rôle central dans le renforcement des idées reçues sur les Grecs présentés comme un ensemble homogène aux traits négatifs communs (fainéants, irresponsables, profiteurs, tricheurs, corrompus etc.). Cette « *culturalisation* » de l'attribution de responsabilité basée sur des stéréotypes xénophobes dont parle Yannis Mylonas<sup>4/</sup> a une double fonction : d'une part elle fournit un cadre explicatif cohérent à la crise (« c'est leur faute, ils l'ont cherché »), et de l'autre elle contribue à occulter des critiques légitimes qui pourraient être adressées à l'establishment politique et économique. De ce point de vue, la « *fétichisation* » des Grecs dont parle Mylonas est bel et bien idéologique, car elle sert à cacher une part importante de la réalité.

Quoique dans un registre plus policé, le magazine *Spiegel* a suivi à l'époque une ligne similaire. Comme le montrent Hans Bickes et ses co-auteurs<sup>5/</sup>, la Grèce y a été décrite systématiquement comme le mauvais élève de l'Europe, notamment par rapport à l'Espagne, et comme une source de « *contagion* ». En effet, la métaphore virale a été utilisée massivement pour expliquer l'accentuation progressive de la crise économique, occultant ainsi les mécanismes politico-financiers qui y ont contribué. Selon cette étude, à l'opposé de la Grèce qui représente systématiquement le mauvais exemple durant cette période, l'Allemagne est décrite par le *Spiegel* en des termes quasi héroïques comme le pilier vertueux auquel l'UE doit son existence. Cette vision médiatique nationaliste – face-à-face d'un Autrui systématiquement critiquable et d'un Soi par définition vertueux – se retrouve également dans les médias d'autres pays du Nord de l'Europe comme la Finlande<sup>6/</sup>.

<sup>3/</sup> Tzogopoulos, George. *The Greek Crisis in the Media: Stereotyping in the International Press*. Ashgate Publishing Ltd., 2013.

<sup>4/</sup> Mylonas, Yiannis. « Media and the Economic Crisis of the EU: The 'Culturalization' of a Systemic Crisis and *Bild-Zeitung's* Framing of Greece », *tripleC: Communication, Capitalism & Critique*. 10, n° 2 (2012), p. 646-71.

<sup>5/</sup> Bickes, Hans, Tina Otten, et Laura Chelsea Wey-

mann. « The Financial Crisis in the German and English Press: Metaphorical Structures in the Media Coverage on Greece, Spain and Italy ». *Discourse & Society* 25, n° 4 (2014), p. 424-445.

<sup>6/</sup> Vaara, Eero. « Struggles over Legitimacy in the Eurozone Crisis: Discursive Legitimation Strategies and Their Ideological Underpinnings ». *Discourse & Society* 25, n° 4 (2014), p. 500-518.

De son côté Amelie Kutter<sup>7/</sup>, après avoir étudié la couverture du journal économique allemand *Handelsblatt*, constate que la crise grecque est utilisée comme appui à une rhétorique de légitimation de l'austérité à l'échelle de l'Union européenne. En effet, dans de nombreux discours médiatiques l'existence même de l'Union est conditionnée à la mise en œuvre des politiques austéritaires et des « réformes » d'inspiration néolibérale. Ainsi le contenu même du terme « réforme » apparaît comme l'objet d'une lutte discursive largement gagnée par les tenants de l'idéologie dominante. C'est un constat similaire que fait Sofia Lampropoulou<sup>8/</sup> quand elle examine la couverture des élections grecques de 2012 par *The Guardian* et *The Observer*, pourtant classés au centre gauche. Alors que Syriza, le parti de la gauche radicale, est flanqué dans leurs articles de l'adjectif « *anti-austerity* », ses adversaires de la droite et du Pasok sont eux qualifiés le plus souvent de « *pro-Euro* » ou « *pro-European* » et non pas de « *pro-austerity* ». Ainsi, par un glissement sémantique subtil, la défense de l'austérité devient la défense de l'Union et sa critique se mue en position anti-européenne. Une étude de la presse anglo-saxonne en 2010 effectuée par Jeremy Morales et ses co-auteurs<sup>9/</sup> montre quant à elle que les stratégies de mise en accusation de la Grèce déployées par les médias ont permis de limiter les effets déstabilisateurs de la crise sur la tendance de managérialisation des États. Le raisonnement sous-jacent est le suivant : c'est parce que l'État grec n'est pas assez néolibéral dans la gestion de son administration et ses finances qu'il se trouve dans cette situation et non pas l'inverse.

Le rôle de bouc émissaire du peuple grec a été paradoxalement renforcé par l'existence d'un puissant mouvement social d'opposition aux politiques d'austérité dans ce pays. En effet, entre 2010 et 2012 de très nombreuses manifestations organisées par les Indignés grecs ont eu lieu sur la place Syntagma, se terminant systématiquement dans des heurts violents, provoqués le plus souvent par une répression policière disproportionnée. Ces heurts ont fourni également des images spectaculaires aux télévisions étrangères et ont été à l'origine d'un autre stéréotype, celui d'un peuple indiscipliné et violent. La tendance à la simplification à outrance dans la couverture du mouvement social grec a été renforcée par les conditions de travail des journalistes sur place.

Comme l'explique Effy Tselikas<sup>10/</sup>, correspondante expérimentée pour plusieurs médias français, des « *envoyés spéciaux* », souvent précaires, sont

<sup>7/</sup> Kutter, Amelie. « A Catalytic Moment: The Greek Crisis in the German Financial Press ». *Discourse & Society* 25, n° 4 (2014), p. 446-466.

<sup>8/</sup> Lampropoulou, Sofia. « 'Greece Will Decide the Future of Europe': The Recontextualisation of the Greek National Elections in a British Broadsheet Newspaper ». *Discourse & Society* 25, n° 4

(2014), p. 467-482.

<sup>9/</sup> Morales, Jérémy, Yves Gendron, et Henri Guénin-Paracini. « La crise grecque. Un scandale manqué ». *Revue française de gestion* N° 223, n° 4 (2012), p.43-58.

<sup>10/</sup> <http://fr.myeurop.info/2011/11/26/crise-grecque-le-blues-du-correspondant-3937>

## LA GRÈCE

arrivés par dizaines à Athènes pendant cette période. Avec une connaissance très limitée voire inexistante du terrain, leur mission consistait essentiellement à assister au théâtre violent de la place Syntagma depuis les toits des hôtels de luxe environnants et d'effectuer des reportages avec des figures « *représentatives* » trouvées par des fixeurs. Ces derniers, le plus souvent des journalistes grecs, avaient parfois leur propre agenda quant à l'interprétation des événements dictée par le jeu politique local. La pression du direct et la recherche incessante d'images spectaculaires pour la télévision ont fini par avoir raison des tentatives de compréhension fine de cette mobilisation populaire pourtant historique contre le gouvernement de George Papandréou. Le voyage de ce dernier à Cannes et son humiliation par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors du G20 de novembre 2011, amplement commentés dans les médias européens, ont scellé son destin politique. La couverture de cet événement a été particulièrement complaisante à l'égard des dirigeants européens qui, comme on le sait aujourd'hui, ont en fait organisé avec des complices grecs la chute de Papandréou, qui avait proposé l'organisation d'un référendum, et son remplacement par le banquier Papadémos<sup>11/</sup>. Toute le monde a compris en ce moment-là que la souveraineté déjà écornée de la Grèce n'existait plus aux yeux de l'élite européenne. Ce mépris pour la démocratie, légitimé par le récit médiatique dominant, allait resurgir de manière encore plus radicale par la suite.

### **2012-2014 : le *success story***

Les élections de mai 2012 et la constitution d'un gouvernement par la droite et les sociaux-démocrates ont marqué un tournant dans le traitement du problème grec par les médias internationaux. Dans un premier temps l'inquiétude est montée devant la possibilité que Syriza – décrit comme une formation de gauche extrémiste – arrive au pouvoir<sup>12/</sup>. Après une campagne visant explicitement à « ramener les Grecs à la raison », notamment en Allemagne, le soulagement a dominé parmi les éditorialistes quand il est apparu que les électeurs ont fini par faire « le bon choix ».

Comme le montrent dans leur étude Jo Angouri et Ruth Wodak<sup>13/</sup>, l'une des thématiques montantes après les élections de 2012 est celle du *success story*, à savoir celle de la réussite supposée de la politique austéritaire imposée par la Troïka et implémentée localement par le gouvernement d'Antonis

<sup>11/</sup> <http://www.ft.com/cms/s/0/f6f4d6b4-ca2e-11e3-ac05-00144feabdc0.html>

<sup>12/</sup> <http://www.acrimed.org/article3853.html>

<sup>13/</sup> Angouri, Jo, et Ruth Wodak. « They Became

Big in the Shadow of the Crisis' The Greek Success Story and the Rise of the Far Right ». *Discourse & Society* 25, n° 4 (2014): p. 540-565.



Samaras. Les indicateurs économiques semblaient tout à coup aller dans le bon sens, ce qui laissait penser que la Grèce pourrait bien s'en sortir. Ce revirement du récit médiatique a eu lieu dans un contexte où la couverture des pays en crise s'adoucissait, notamment en Allemagne. En effet, en 2012 des reportages se sont multipliés tentant à montrer l'ampleur des sacrifices qu'a causé le traitement de choc imposé aux peuples du Sud de l'Europe, même si celui-ci paraissait *in fine* justifié. La mobilisation de stéréotypes négatifs a donc décliné momentanément au profit d'un discours d'empathie.

Cette réorientation du récit médiatique de la crise grecque est également due au changement de ton de la part des institutions et des créanciers. En effet, après deux ans de mise en œuvre du programme de la Troïka celle-ci se devait de montrer les preuves du succès qui légitimeraient son action. Les intérêts du gouvernement grec et de ses créanciers se sont alignés ainsi pour produire un *storytelling* positif, véhiculé notamment par certains correspondants à Bruxelles davantage susceptibles de relayer le discours des institutions européennes. En effet, comme l'a montré Olivier Baisnée<sup>14/</sup>, le suivi médiatique des activités de l'Union européenne notamment à Bruxelles a donné naissance à un « *journalisme d'institution* ». Ce dernier est caractérisé par des schèmes de perception et d'interprétation communs aux journalistes et aux acteurs

<sup>14/</sup> Baisnée, Olivier. « En être ou pas ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 166-167, n° 1 (2007), p. 110-121.

administratifs et politiques de l'UE. Il s'agit de ce que l'auteur appelle une « *synchronie des systèmes de repré-*

sentation » et un « *univers mental partagé* » qui caractérisent ces deux groupes sociaux et professionnels. Cette proximité, qu'on peut qualifier d'idéologique, renforce la connivence naturelle qui se crée entre les journalistes et leurs sources par le jeu des contreparties, poussant les premiers à véhiculer plus facilement la version des institutions. Ce phénomène est arrivé à son paroxysme au moment où le nouveau gouvernement grec a été amené à négocier directement avec ses créanciers.

### **2014-2015 : l'opération de démolition de Syriza**

Le récit du *succes story* a eu la vie courte. Dès la fin 2014, avec la perspective d'une élection anticipée à l'horizon, la Grèce revient sur le devant de la scène et ceci de manière négative. Si le bilan du gouvernement Samaras est désormais jugé mauvais, les médias internationaux se focalisent sur Syriza<sup>15/</sup>. Son traitement médiatique dominant pendant la période préélectorale s'est fondé sur deux arguments à première vue contradictoires. Le premier consiste à décrire Syriza comme une force extrémiste, se situant à l'extérieur du consensus européen, et capable, par ses actions et mesures radicales si elle accède au pouvoir, de mettre en péril les libertés individuelles, la démocratie et l'économie de marché. Mais, dans le même temps, la politique prônée par Syriza, et accessoirement Podemos, est jugée irréalisable voire chimérique, notamment son exigence de mettre fin aux restrictions budgétaires, aux privatisations et à la déréglementation du droit du travail. Enfin, le troisième argument utilisé par les médias dominants pour parler des élections en Grèce est l'état dramatique dans lequel se trouvent les citoyens, ce qui explique qu'ils soient séduits par des populistes d'extrême gauche et d'extrême droite (mis au même plan). Un exemple typique de cette approche est l'édition du *Monde* datée des 25 et 26 décembre 2014 qu'analyse brillamment Antoine Léaument<sup>16/</sup>.

La nature supposée irréaliste de la proposition politique de Syriza a trouvé une confirmation éclatante aux yeux de nombreux éditorialistes au moment de l'accord du 20 février, jugé unanimement comme une « *capitulation* » du gouvernement grec<sup>17/</sup>. Le traitement épidermique du problème grec, fortement imprégné de biais idéologiques, est d'autant plus accentué en France que certains journalistes proclamés « *experts* » de la question comme Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, n'en ont en fait aucune connaissance approfondie. Pourtant leur présence médiatique pour parler de la Grèce est inversement proportionnée à leur compétence sur le sujet. Il s'agit

<sup>15/</sup> <http://www.acrimed.org/article4539.html>

<sup>16/</sup> <http://antoineleaument.fr/2014/12/28/la-propagande-du-monde-contre-syriza-et-podemos/>

<sup>17/</sup> Nikos Smyrniaos, « Pressions maximales contre

le peuple grec », revue syndicale *École émancipée*, mars 2015, disponible à <http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1890>

d'un glissement typique, repéré depuis longtemps par Pierre Bourdieu, qui voit le degré de médiatisation et de compatibilité avec l'idéologie dominante remplacer la compétence et la connaissance de fond des questions abordées comme critères de pertinence<sup>18/</sup>.

Suite à la victoire de Syriza aux élections du 25 janvier, et après une courte période d'embarras causée par cette expression massive de la volonté populaire, les angles d'attaque contre le nouveau gouvernement se sont diversifiés. Le premier a visé l'allié gouvernemental de Syriza, le parti ANEL (Grecs indépendants), qui a été rapidement assimilé, en France, à l'extrême droite et au Front National. Son leader Panos Kammenos, homme politique opportuniste issu d'une droite tout ce qui est de plus classique (dérapages verbaux inclus), a été qualifié d'antisémite et de complotiste. En France, cette caricature a été d'autant plus reprise que le jeu politique grec et ses acteurs demeurent des inconnues pour la plupart des médias. En effet, très peu d'entre eux disposent des correspondants implantés sur place depuis assez longtemps pour être en capacité de pouvoir expliquer les subtilités des positionnements politiques et les particularités des acteurs<sup>19/</sup>. Au passage le classement d'ANEL à l'extrême droite antisémite a servi à légitimer la théorie de la convergence de deux extrêmes, rouge et brun, intensément utilisée en Grèce contre Syriza par ses adversaires politiques et les médias hostiles, mais aussi en France à l'encontre notamment de Jean-Luc Mélenchon.

Un autre fait notable des lendemains des élections a été la campagne menée en Espagne contre le faible nombre de femmes dans le nouveau gouvernement grec. Cette campagne, qui a pris une ampleur importante dans les médias espagnols, a été à l'origine d'un *hashtag* populaire #SinMujeresNoHayDemocracia. Au-delà de la question de fond qui est indiscutablement légitime, ce qui est remarquable est la manière dont cet angle a été utilisé pour attaquer le nouveau gouvernement de Syriza ainsi qu'Alexis Tsipras lui-même sur son sexisme supposé<sup>20/</sup>. À l'époque le Parti populaire et le Parti socialiste espagnol ont surenchéri de concert sur cette preuve de « *machisme* », pour des raisons de politique intérieure<sup>21/</sup>. En effet, en Espagne la critique de Syriza, baptisé « *Podemos grec* » par les médias, vise surtout à disqualifier ses alliés locaux.

<sup>18/</sup> Pierre Bourdieu, *Sur la Télévision*, Liber, Paris, 1996.

<sup>19/</sup> Pour un condensé de tous les clichés reproduits en France sur Kammenos voir l'article d'Anne-Sophie Mercier dans *le Canard enchaîné* disponible ici <https://lesazas.files.wordpress.com/2015/02/scanardages-label-hc3a91lc3a8ne.jpg>

<sup>20/</sup> La sous-représentation réelle des femmes au gouvernement a occulté ainsi une série de progrès réels de Syriza compte tenu de la situation

grecque : un groupe parlementaire avec la proportion de femmes la plus élevée jamais enregistrée (plus de 30%), une présidente pour la région la plus importante du pays (Attique) et pour le Parlement (seulement la deuxième dans l'histoire) etc.

<sup>21/</sup> <http://www.europapress.es/nacional/noticia-diputadas-pp-psoe-ven-inaceptable-ausencia-mujeres-gobierno-griego-syriza-20150127200139.html>

## Varoufakis au cœur des polémiques fabriquées

Mais le cœur de la critique du nouveau gouvernement grec a porté sur sa supposée incompetence. Elle s'est centrée sur la personne, haute en couleur, du ministre de finances grec Yanis Varoufakis qui a été très souvent vilipendé, voire ridiculisé. Selon une enquête publiée par le quotidien grec *Le Journal des rédacteurs*<sup>22/</sup>, cette campagne de décrédibilisation a été coordonnée depuis Bruxelles et Berlin par le bloc des « *durs* » (dirigé notamment par Wolfgang Schäuble, ministre de finances allemand, ainsi que Jeroen Dijsselbloem, Thomas Wieser et Jens Weidmann respectivement présidents de l'Eurogroupe, de l'Euro Working Group et de la Banque centrale allemande). Ce bloc a multiplié les fuites « *confidentielles* » vers un groupe de journalistes de confiance basés à Bruxelles, notamment ceux du *Financial Times* et des agences Reuters et Bloomberg, qui ont servi de relais. Par le jeu des citations croisées, l'agenda anti-Syriza a été reproduit dans la presse européenne jusqu'en Grèce où les principaux médias, très hostiles à la gauche, ont trouvé une occasion en or pour conforter leur propre rhétorique anti-gouvernement.

Les ponts entre créanciers, opposition locale, médias grecs et européens se sont étoffés au point de ne plus pouvoir distinguer l'origine des informations. En France, plusieurs éditorialistes reconnus ont ainsi relayé allègrement des rumeurs infondées, voir des mensonges purs. À titre d'exemple Eric Le Boucher n'a pas hésité à ouvrir son article sur une histoire fantaisiste du *Bild*<sup>23/</sup>, censée démontrer l'incompétence et l'inconsistance des Grecs, qui a été pourtant formellement démentie par tous les protagonistes. De son côté Henri Gibier dans *Les Échos* a repris dans son billet une déclaration méprisante supposément adressée par Obama à Varoufakis qui a été en fait fabriquée par la blogosphère anti-Syriza en Grèce<sup>24/</sup>. Pendant ce temps des journalistes travaillant pour des supports par ailleurs prestigieux, comme Holger Zschaepitz du *Die Welt* ou Peter Spiegel du *Financial Times*, se sont livrés sur Twitter à un dénigrement méthodique du gouvernement grec dans un style ironique et méprisant, souvent utilisé également contre la France pays « *socialiste* » par excellence. Autour d'eux un réseau dense d'analystes, de financiers, de commentateurs politiques et d'adversaires politiques locaux de Syriza a servi de chambre d'amplification.

Nous observons ainsi la mise en place d'un système qui comporte trois pôles de production d'attaques *ad hominem* et de fuites soi disant compromettantes, à Bruxelles, Berlin et Athènes. Ces « *exclusivités* » sont d'abord relayées et crédibilisées par la presse financière, idéologiquement opposée

<sup>22/</sup> <http://www.efsyn.gr/arthro/mihanorrafies-meso-eidiseon>

<sup>23/</sup> [http://www.slate.fr/story/98241/capitula-](http://www.slate.fr/story/98241/capitula-tion-grecque-europe-dette)

[tion-grecque-europe-dette](http://www.slate.fr/story/98241/capitula-tion-grecque-europe-dette)

<sup>24/</sup> <http://www.lesechos.fr/idees-debats/en-vue/02117398342-yanis-varoufakis-1112787.php>

à la politique représentée par Syriza, avant d'être largement diffusées et popularisées à travers les médias européens et les réseaux sociaux. L'objectif des initiateurs de cette campagne est l'affaiblissement de la position grecque dans les négociations avec les créanciers et, *in fine*, l'échec du gouvernement de Syriza afin de démontrer qu'il n'y a pas d'alternative crédible à l'austérité et au néolibéralisme. Elle a été d'autant plus efficace que le gouvernement grec ne dispose d'aucun relais dans les centres de décision européens et n'a pas pu organiser une contre-communication efficace en raison du manque de ressources et d'organisation adéquates.

### **Quel espace public pour l'Europe ?**

Dans sa thèse récemment soutenue le chercheur allemand Dennis Nguyen constate l'émergence et la consolidation d'une sphère publique européenne à l'occasion de la crise économique<sup>25/</sup>. À travers une analyse minutieuse de la production de plusieurs sites d'information, blogs et sites institutionnels entre 2011 et 2013 il met en évidence une convergence discursive et thématique assez remarquable à travers l'Europe. En d'autres termes, il montre que la crise a servi à faire émerger un espace public proprement politique à l'échelle du continent impliquant de millions de citoyens européens, ce qui constitue indéniablement un progrès. Cependant, Nguyen constate également que cette sphère publique a privilégié de manière écrasante les discours compatibles avec l'idéologie dominante portés par les institutions européennes, les chefs de gouvernement, la presse allemande et la presse financière. Ainsi, les médias alternatifs ou simplement sceptiques face à l'ordre néolibéral, les experts hétérodoxes et les représentants des mouvements sociaux ont été complètement marginalisés dans les discussions. Selon Nguyen à chaque fois qu'une force sociale ou politique d'opposition à l'austérité a fait irruption sur la scène publique de l'Europe elle a été décrite par les médias dominants au mieux comme le résultat d'une pulsion obscure, incontrôlable et sans visage, au pire comme une catastrophe naturelle à laquelle il fallait faire face. L'exemple de la Grèce sans être unique est à ce titre emblématique. Il démontre l'urgence à faire émerger un espace public réellement démocratique et pluraliste à l'échelle de l'Europe. À défaut de quoi, les pires scénarios ne sont pas à exclure dans un futur proche. ■

<sup>25/</sup> Nguyen Dennis, (2015). *Europe, the Crisis, and the Internet. A Web Sphere Analysis*. Phd Thesis, University of Hull.